



TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

PLUS DE 100 000 EMPLOIS DETRUITS EN ILE-DE-FRANCE DES LE PREMIER TRIMESTRE 2020

Bilan du premier trimestre 2020

Les premières conséquences économiques de l'épidémie de Covid-19 visibles dès mars

Toujours pénalisée par les mouvements sociaux début janvier, l'activité francilienne a surtout été marquée au premier trimestre 2020 par le début de l'épidémie de Covid-19 et par le confinement et la crise qui en ont découlé. Certaines évolutions économiques peuvent paradoxalement sembler positives mais sont liées au contexte exceptionnel : le taux de chômage francilien a diminué de 0,2 point mais cette baisse est liée à la non-disponibilité, du fait du confinement, des personnes sans emploi ; de même, le nombre de défaillances d'entreprises s'est de nouveau réduit dans la région (- 20,2 %) mais l'ampleur du repli est due aux retards dans les jugements à partir de mi-mars. Il convient alors plutôt de retenir que, même si l'agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique ont été moins sévèrement touchés, l'activité de tous les secteurs a subi un violent coup d'arrêt à partir de mars et que, dans ce contexte, plus de 100 000 emplois ont été détruits en Ile-de-France au cours du premier trimestre 2020.

Tendances à court terme

Un redémarrage partiel et très hétérogène d'un secteur à l'autre

L'économie francilienne est restée quasiment à l'arrêt tant que les mesures sanitaires de confinement ont été appliquées dans la région. Le rebond ne s'est pas manifesté dès la mi-mai et, surtout, celui-ci est aujourd'hui encore partiel, voire inexistant dans certains secteurs. Ainsi, dans l'industrie manufacturière, le taux d'utilisation de l'outil de production n'était que de 62 % en juin contre une moyenne de long terme proche de 80 %. Dans les services marchands, le transport de marchandises a quasiment retrouvé ses niveaux d'avant-crise tandis que l'hôtellerie-restauration et, plus globalement, le tourisme affichent toujours des perspectives très incertaines et opèrent des réouvertures encore marginales (notamment les établissements hôteliers qui attendent pour nombre d'entre eux le redémarrage du tourisme d'affaires prévu en septembre). Dans le commerce, malgré les contraintes sanitaires, les établissements alimentaires traversent la crise sans difficultés extrêmes ; pour les autres, la situation est bien plus délicate et les soldes d'été ont débuté avec des stocks importants et des trésoreries mises à mal : l'activité des magasins n'a en effet que très partiellement repris et les commerçants évoquent même une remise en cause de la consommation, en particulier dans l'habillement. Dans le BTP, la reprise des chantiers – y compris ceux du Grand Paris Express - s'est avérée lente du fait des difficultés à appliquer les nouvelles normes même si le rebond a été marqué en juin. Quelques données relatives au deuxième trimestre 2020 sont disponibles et illustrent la difficulté de la reprise économique : la demande placée de bureaux en Ile-de-France a notamment été limitée à moins de 200 000 m² sur l'ensemble du printemps, le trafic de Paris Aéroport est toujours très faible (celui-ci a subi des baisses de 98,6 % en avril, de 97,8 % en mai et de 93,2 % en juin) et a été cantonné à 700 000 passagers en juin. Dans ce contexte, les pertes d'emploi risquent de se multiplier si le redémarrage s'avère impossible pour certaines entreprises mais aussi au fur et à mesure que les mesures de chômage partiel s'atténueront.

Indice de la production nationale industrielle

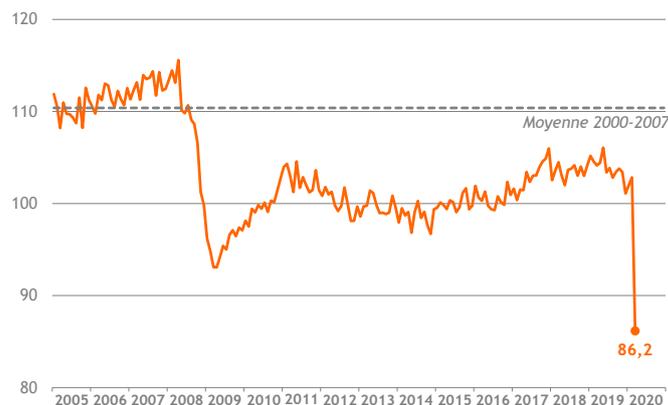
1^{er} trimestre 2020 - glissement annuel

- 7,3 %

Déjà en perte de vitesse au second semestre 2019 et début 2020, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal s'est effondré en mars dernier. Ainsi, après s'être réduit de 0,6 % sur un trimestre au dernier trimestre de 2019, il a perdu 5,6 % au premier trimestre 2020 ; sur un an, le repli a même atteint 7,3 %. Par conséquent, alors que la production industrielle nationale n'a jamais pu retrouver ces dix dernières années ses plus hauts d'avant la récession de 2008-2009, elle est même déjà retombée sous les points bas qu'elle avait affichés début 2009 : concrètement, en mars dernier, elle était ainsi inférieure de 25,5 % au point haut d'avril 2008 et de 7,4 % à ses minima du printemps 2009. Au plan sectoriel, il est à noter que la fabrication de matériels de transports a chuté de 35,9 % sur un mois en mars dernier, soit deux fois plus que dans l'ensemble de l'industrie (- 16,2 %). Les résultats les plus récents montrent que l'activité s'est globalement encore dégradée en avril avant de rebondir en mai (tout en restant inférieure de 21,2 % à son niveau de février).

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

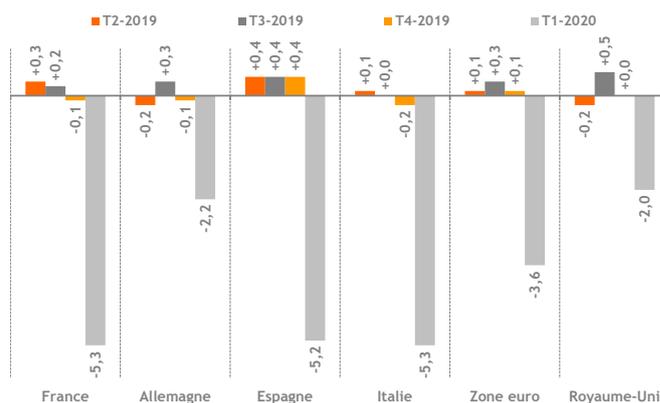
La conjoncture européenne

1^{er} trimestre 2020 - PIB de la zone euro

- 3,6 %

Déjà soumise à un ralentissement au quatrième trimestre 2019, la croissance européenne a subi un creux bien plus conséquent début 2020 ; ainsi, sur fond de début d'épidémie de Covid-19, le PIB s'est infléchi de 3,6 % dans la zone euro et de 3,2 % dans l'Union européenne (UE) au premier trimestre 2020. Parmi les principales économies continentales, la France (- 5,3 %), l'Italie (- 5,3 % également) et l'Espagne (- 5,2 %) ont particulièrement souffert ; dans le même temps, le PIB allemand a mieux résisté (- 2,2 %) mais l'Allemagne ne s'en est pas moins trouvée (comme les économies française et italienne) en situation de « récession technique » (i.e. deux trimestres consécutifs de contraction du PIB). Outre-Manche, le PIB britannique a reculé de 2,0 % au premier trimestre 2020. Malgré ce rude contexte, le taux de chômage européen est resté quasiment stable entre février et mars, à la fois en zone euro (7,1 %) et dans l'UE (6,4 %) ; néanmoins, les données les plus récentes ont fait apparaître une hausse de 0,3 point entre mars et mai.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens



Source : Eurostat

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2015 (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
PIB/habitant 2015 (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
PIB/emploi 2015 (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
Emplois salariés privés (1 ^{er} trimestre 2020 - Insee Ile-de-France)	4 746 070	19 248 323	24,7 %
Taux de chômage (1 ^{er} trimestre 2020 - Insee Ile-de-France)	6,9 %	7,8 % (France métrop. : 7,6 %)	-

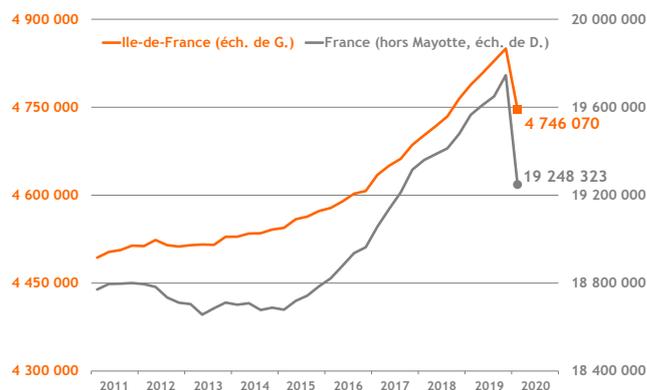
Emploi salarié privé

1^{er} trimestre 2020 - glissement annuel

- 0,9 %

Après 28 trimestres consécutifs de hausse depuis début 2013, l'emploi francilien a nettement reculé au premier trimestre 2020 : l'emploi salarié privé a diminué de 2,1 % sur un trimestre en Ile-de-France ; sur un an, la baisse a atteint 0,9 %. En effet, le début du confinement et les difficultés économiques qui en ont découlé ont fait perdre près de 104 000 emplois à la région-capitale, annihilant ainsi toutes les créations successives enregistrées depuis l'été 2018. Si l'emploi intérimaire a été particulièrement affecté (cf. § dédié ci-après), tous les secteurs ont été concernés par le repli : l'emploi francilien a diminué sur un trimestre de 0,3 % dans l'industrie, de 1,0 % dans la construction et de 2,6 % dans le tertiaire marchand. Dans le même temps, près d'un demi-million d'emplois salariés privés ont été détruits au niveau national (- 2,5 % sur un trimestre et - 1,6 % sur un an). Il est à craindre que ces tendances baissières se prolongent dans les prochains mois, notamment au fur et à mesure que les mesures de chômage partiel s'atténueront.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

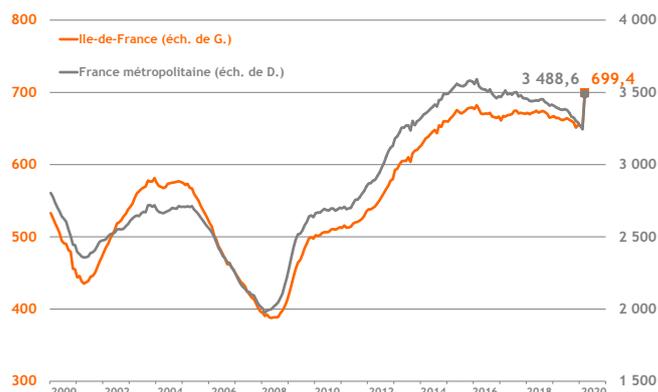
mars 2020 - glissement annuel

+ 5,2 %

Alors qu'il se réduisait poussivement au cours des mois précédents (la tendance baissière était moins soutenue dans la région qu'au plan national), le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A est reparti à la hausse au premier trimestre 2020 en Ile-de-France. Ainsi, en mars dernier, il a augmenté de 7,2 % sur un mois et de 5,2 % sur un an ; il s'élevait par conséquent dans la région à près de 700 000, soit déjà 17 200 unités de plus que lors du précédent point haut de février 2016 et près de 310 000 que ses points bas d'avant la récession de 2008-2009. Il est cependant à noter que la hausse en catégorie A est liée à un transfert des catégories B et C (les demandeurs d'emploi qui avaient eu une activité réduite en février et qui se sont trouvés dans l'incapacité de travailler en mars du fait du confinement) plus qu'à l'inscription de nouveaux demandeurs d'emploi. Parallèlement, au niveau national, le nombre de DEFM en catégorie A a augmenté de 7,5 % sur un mois et de 2,9 % sur un an.

Note : la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

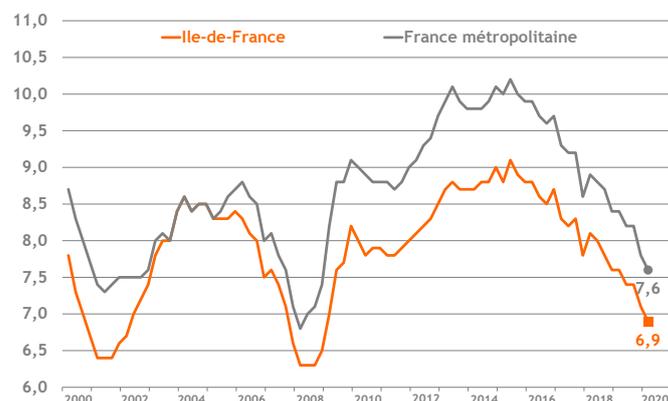
Taux de chômage

1^{er} trimestre 2020

6,9 %

Le taux de chômage francilien a continué à se réduire début 2020 ; le taux régional s'est ainsi élevé à 6,9 % en moyenne sur l'ensemble du premier trimestre 2020, soit une baisse de 0,2 point comparativement au trimestre précédent. Ce repli peut paraître paradoxal mais il est lié à la définition du chômage : en effet, un chômeur doit être disponible immédiatement pour travailler ; or, du fait du confinement, les personnes sans emploi ne l'étaient pas fin mars. L'évolution observée début 2020 au plan national a été similaire puisque le taux de chômage (7,6 % en France métropolitaine au premier trimestre 2020) y a également diminué de 0,2 point. Désormais, alors que le reflux observé depuis le printemps 2015 n'avait pas permis de retrouver les points bas de 2008, une remontée des courbes francilienne et française devrait être observée dès la parution des données du deuxième trimestre 2020.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

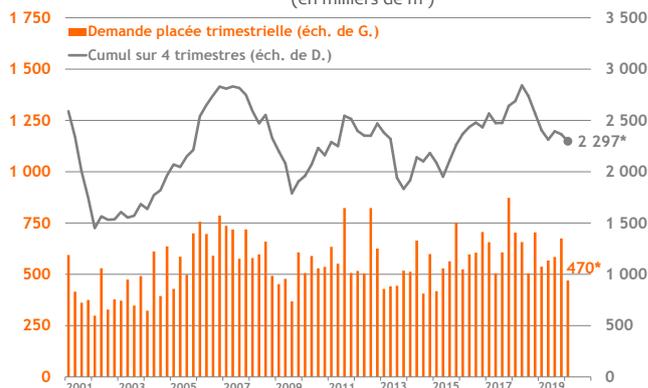
Immobilier d'entreprises

1^{er} trimestre 2020 - Surfaces de bureaux commercialisés

470 000 m²

Après dix-neuf trimestres consécutifs au-delà des 500 000 m², la demande placée de bureaux en Ile-de-France a calé au premier trimestre 2020, dans un contexte marqué par les mouvements sociaux en janvier, puis par l'épidémie de Covid-19 et le confinement en mars ; ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région se sont élevées à 470 000 m² (soit -12,6 % par rapport au premier trimestre 2019). Par conséquent, la demande placée cumulée sur les douze derniers mois (d'avril 2019 à mars 2020) a été cantonnée à 2 297 300 m², soit son niveau le plus bas depuis fin 2015 ; cette tendance baissière n'est pas exclusivement liée à la crise sanitaire puisque le marché locatif francilien avait déjà décéléré à partir de mi-2018. En tout état de cause, ce sont les grandes surfaces qui sont les plus affectées par le ralentissement malgré la prise à bail notable de quelque 20 000 m² par le Boston Consulting Group dans l'immeuble « live », avenue de la Grande Armée. Sans surprise, les premiers résultats disponibles pour le printemps montrent que, sur fond de confinement, la demande placée aurait été inférieure à 200 000 m² dans la région au deuxième trimestre 2020.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m²)



Source : GIE Immostat
* : données provisoires pour le premier et le deuxième trimestres 2020

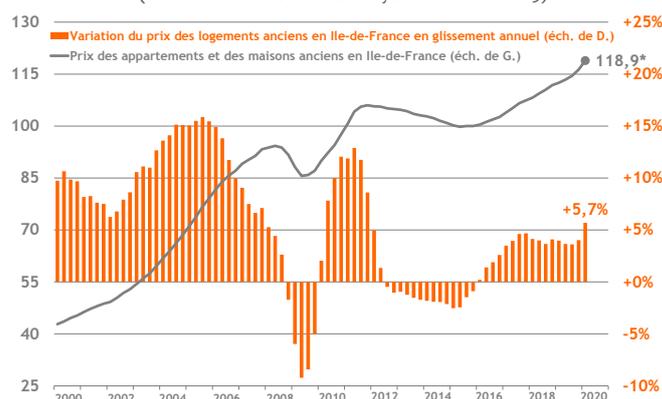
Prix des logements anciens

1^{er} trimestre 2020 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 5,7 %

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) a de nouveau augmenté en Ile-de-France au premier trimestre 2020 ; ainsi, l'évolution s'est élevée à + 2,2 % par rapport au quatrième trimestre 2019 et à + 5,7 % par rapport au premier trimestre 2019. La remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 atteint désormais 19,1 %, cette tendance haussière étant principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 23,2 % contre + 11,0 % pour les maisons) et par le marché parisien. Cependant, l'activité immobilière a été et reste perturbée par l'épidémie de Covid-19 : les transactions ont été quasiment à l'arrêt pendant le confinement, l'évolution des taux de crédit est hésitante ces derniers mois, certains biens sont actuellement moins recherchés (petits logements, appartements sans balcon, etc.), etc. ce qui pourrait avoir des conséquences sur les prix.

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee Ile-de-France
* : données provisoires pour le premier trimestre 2020

Emploi intérimaire

mars 2020 - glissement annuel

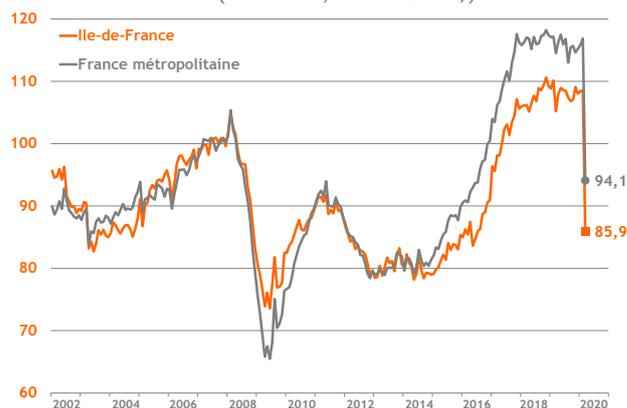
- 18,4 %

L'emploi intérimaire en Ile-de-France (105 369 équivalents temps plein en mars dernier) a subi une brutale chute début 2020 : ainsi, après deux légères hausses en janvier et en février, il s'est effondré de 20,9 % sur un mois et de 18,4 % sur un an en mars.

Le marché de l'intérim a été tout aussi affecté dès le début de la crise sanitaire : en effet, en mars dernier, le volume de l'emploi intérimaire en France métropolitaine a diminué de 19,5 % sur un mois et de 20,9 % sur un an. Les emplois intérimaires sont ceux qui souffrent le plus rapidement en période de crise et certains postes ont été supprimés dès le début du confinement. Les premières données disponibles pour le deuxième trimestre montrent que l'ajustement des emplois intérimaires s'est poursuivi en avril : l'intérim ne représentait alors plus que 60 556 ETP.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

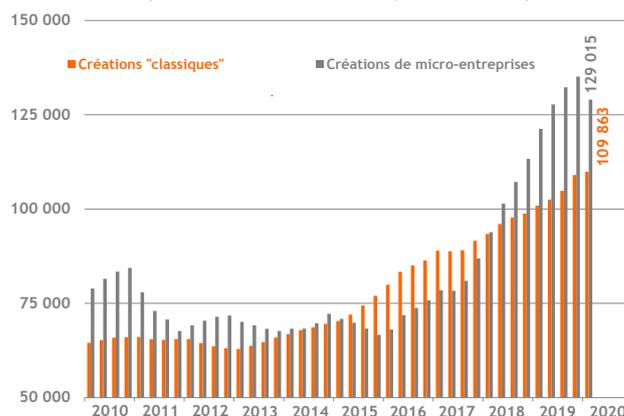
Créations d'entreprises

créations d'entreprises - 1^{er} trimestre 2020

60 708

Quelque 60 700 entreprises ont été créées en Ile-de-France au premier trimestre 2020 ; ce volume a représenté une première baisse (- 8,0 % par rapport au premier trimestre 2019) après neuf hausses trimestrielles consécutives à deux chiffres. Il est à noter que le repli est principalement imputable aux créations sous le régime du micro-entrepreneur (- 16,7 % sur un an) tandis que l'évolution des créations « classiques » est restée positive (+ 2,8 % par rapport au premier trimestre 2019). Au plan national, le volume total de créations d'entreprises a décéléré moins nettement qu'en Ile-de-France (- 2,7 % en glissement annuel) ; le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs y a en effet diminué de « seulement » 8,5 % tandis que les créations hors micro-entrepreneurs augmentaient au même rythme que dans la région-capitale (+ 2,6 %). Les informations les plus récentes montrent que, malgré la sortie du confinement intervenue mi-mai et malgré un rebond au mois de juin, le volume total des créations s'est réduit de plus de 20,0 % sur un an au deuxième trimestre 2020 en Ile-de-France.

Créations d'entreprises en Ile-de-France
(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

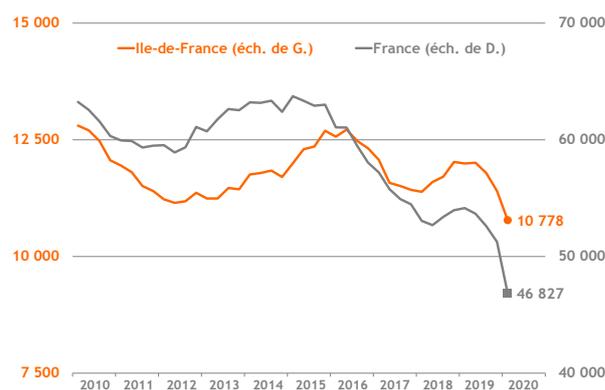
1^{er} trimestre 2020 - glissement annuel

- 20,2 %

Le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France est resté orienté à la baisse au premier trimestre 2020 ; ainsi, le volume des défaillances dans la région a diminué de 20,2 % par rapport à la même période de 2019. Toutefois, même si ce repli s'est inscrit dans la continuité du mouvement amorcé mi-2019 et même si un certain nombre d'audiences ont été maintenus par voie dématérialisée, son ampleur est en partie due aux retards dans les jugements à partir du début de la période de confinement (seconde moitié du mois de mars) ; par ailleurs, il est à souligner que le nombre de salariés concernés par les ouvertures de procédures a été orienté à la hausse. Parallèlement, la chute des défaillances a été encore plus importante au plan national : - 30,4 % sur un an au premier trimestre 2020. Compte tenu des difficultés économiques provoquées par la crise sanitaire, il est fort probable que la tendance observée s'inverse dès que seront disponibles les données des deuxième et troisième trimestres 2020.

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Sources : Insee Ile-de-France et Oced (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté)

Dépenses de consommation des ménages

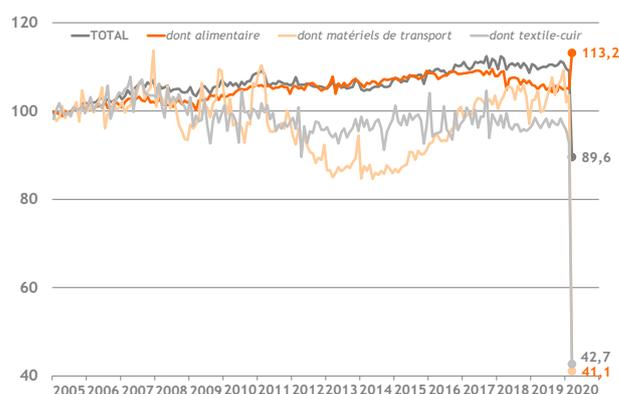
1^{er} trimestre 2020 - glissement annuel

- 6,7 %

Les dépenses de consommation en biens des ménages français ont violemment chuté au premier trimestre 2020 ; ainsi, la consommation a diminué de 7,3 % par rapport au quatrième trimestre 2019 et de 6,7 % par rapport au premier trimestre 2019. Néanmoins, les évolutions ont été très différentes d'un mois sur l'autre et très hétérogènes d'un bien à l'autre. En effet, la baisse des dépenses a été limitée en janvier et en février avant de s'accroître en mars (- 17,9 % par rapport à février) ; au cours du dernier mois du trimestre, il est aussi à noter que les mesures sanitaires de confinement ont provoqué de fortes diminutions des achats de matériels de transports (- 60,4 % sur un mois) et de textile et cuir (- 54,0 %) mais ont stimulé les achats alimentaires (+ 7,8 %). Les données les plus récentes montrent que la consommation des ménages en biens a vivement rebondi en mai, tout en restant inférieure de 7,2 % en volume à son niveau de février.

Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

exportations - 1^{er} trimestre 2020 - glissement annuel

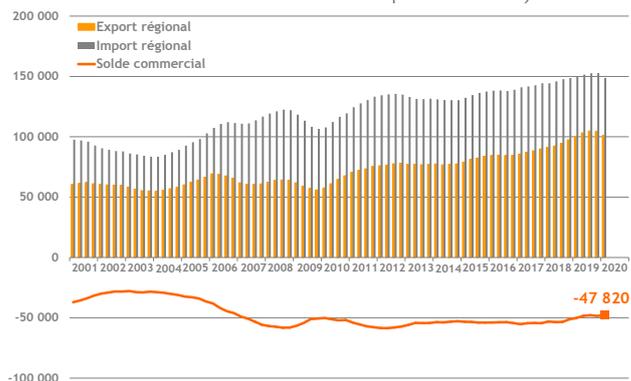
- 12,7 %

Après une baisse de 1,8 % sur fond de mouvements sociaux au quatrième trimestre 2019, les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes se sont plus nettement repliées au premier trimestre 2020 : - 12,7 % par rapport à la même période de 2019. Parallèlement, les importations ont également ralenti (- 10,5 % en glissement annuel, après + 0,4 % au trimestre précédent). En effet, même si elle n'a débuté que mi-mars, la période de confinement a fortement pénalisé les échanges commerciaux de l'Ile-de-France ; le repli observé au premier trimestre 2020 est déjà comparable à ceux enregistrés lors de la récession de 2008-2009 (- 13,2 % et - 16,7 % notamment pour les exportations aux premier et deuxième trimestres 2009). Dans ce contexte, le déficit commercial francilien s'est réduit début 2020 pour atteindre 47,8 milliards d'euros (soit son niveau le plus faible depuis fin 2006)... mais sans qu'il y ait de raison de s'en réjouir.

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

Hôtellerie

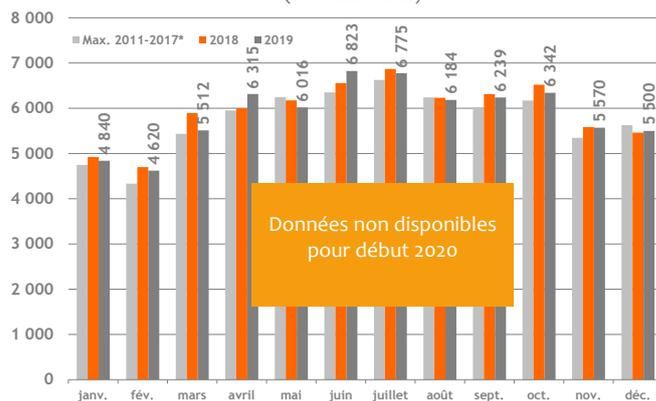
nuitées dans les hôtels franciliens - 4^e trimestre 2019 - glissement annuel

- 0,9 %

Déjà pénalisé par le mouvement des Gilets Jaunes début 2019, le secteur de l'hôtellerie francilienne a terminé l'année sur une note amère ; ainsi, le nombre de nuitées hôtelières en Ile-de-France a diminué de 0,9 % en moyenne au quatrième trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018. Il est à noter que ce mouvement de baisse est lié aux replis enregistrés en octobre (- 2,7 % en glissement annuel) et en novembre (- 0,3 %) alors que le volume de nuitées a, au contraire, augmenté en décembre (+ 0,7 %). Sur l'ensemble de 2019, le nombre de nuitées dans les hôtels franciliens s'est élevé à 70,7 millions, soit une perte de près de 500 000 unités par rapport à 2018 (- 0,7 %). Le repli s'annonce plus marqué encore début 2020, l'épidémie de Covid-19 ayant provoqué l'absence de certaines nationalités dès fin janvier et ayant entraîné la fermeture de très nombreux établissements hôteliers dès le début du confinement.

Nombre de nuitées dans l'hôtellerie

(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels de 0* à 5*)
* : la série « Max. 2011-2017 » correspond au maximum du nombre de nuitées de chacun des mois de 2011 à 2017.

Trafic aéroportuaire

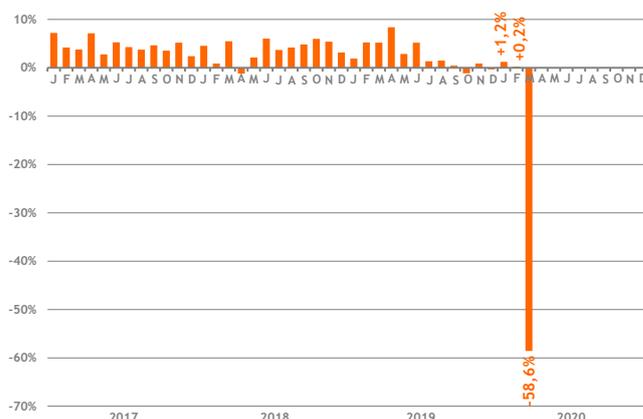
trafic passagers - 1^{er} trimestre 2020 - glissement annuel

- 21,0 %

Après avoir déjà déceléré au second semestre 2019 du fait de la faillite de la compagnie Aigle Azur, de la fermeture pour travaux de la principale piste d'Orly et des mouvements sociaux, le trafic passagers de Paris Aéroport a dû subir les effets de l'épidémie de Covid-19 début 2020 ; en moyenne sur l'ensemble du trimestre, il s'est replié de 21,0 % par rapport au premier trimestre 2019. Toutefois, le coup de frein s'est opéré en deux temps : le trafic a d'abord bien résisté en janvier et en février (respectivement + 1,2 % et + 0,2 %) malgré l'absence des voyageurs chinois, puis il s'est effondré en mars du fait du confinement. Sans surprise, les résultats déjà disponibles pour le deuxième trimestre montrent que les baisses ont été encore plus conséquentes en avril (- 98,6 % sur un an), en mai (- 97,8 %) et en juin (- 93,2 %) ; en effet, à Roissy, les terminaux 1 et 3 sont restés fermés au printemps dernier et, à Orly, aucun mouvement d'avion n'a lieu entre le 1er avril et le 26 juin.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Violente chute de l'activité en mars

Après avoir déjà été pénalisée fin 2019 par les mouvements sociaux, l'activité industrielle francilienne n'a que modérément rebondi en janvier et février 2020 avant de subir une très forte baisse en mars. L'épidémie de Covid-19 a engendré des difficultés pour maintenir les sites de production ouverts, tout en garantissant la sécurité sanitaire du personnel : tous secteurs confondus, les industriels ont en moyenne procédé à des fermetures de 4,2 jours au début de la période de confinement. Parmi les secteurs les plus affectés par la baisse d'activité, on peut citer l'industrie automobile, l'imprimerie ou encore le textile-habillement ; à l'inverse, l'agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique ont été moins sévèrement touchés. Plus récemment, l'activité industrielle francilienne s'est redressée à partir de la phase de sortie du confinement débutée mi-mai mais le taux d'utilisation de l'outil de production n'était que de 62 % en juin contre une moyenne de long terme proche de 80 %.

Bâtiment et travaux publics

Coup d'arrêt brutal

La dynamique de croissance du BTP observée les mois précédents en Ile-de-France s'est brutalement interrompue en mars et l'activité a accusé un repli très sensible. En effet, les chantiers – y compris ceux du Grand Paris Express - ont quasiment tous été mis à l'arrêt dès les premiers jours du confinement ; la publication, le 2 avril, par l'Organisme professionnel de prévention du BTP (OPPBT) du guide de préconisations sanitaires pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de Covid-19 a permis la reprise des chantiers mais celle-ci a été lente du fait des difficultés à appliquer les consignes de distanciation entre les intervenants permettant de garantir la sécurité des salariés. Plus récemment, les informations disponibles montrent que les entreprises ont continué à subir une forte baisse d'activité au deuxième trimestre – particulièrement le gros œuvre et les travaux publics - mais ont bénéficié d'une reprise marquée en juin.

Services marchands non financiers

Effondrement dès le début du confinement

Confrontée, comme l'industrie, à un repli déjà sensible en décembre dernier en raison des perturbations occasionnées par les mouvements sociaux, l'activité dans les services marchands non financiers franciliens a subi un effondrement encore plus marqué à la fin du premier trimestre 2020. Au plan sectoriel, l'hôtellerie-restauration a subi de plein fouet les décisions de fermetures annoncées le 14 mars tandis que les transports ont été les moins affectés. Les premières informations pour le deuxième trimestre montrent que ces deux secteurs sont restés aux antipodes, les transports routiers de marchandises ayant quasiment retrouvé leurs niveaux d'avant-crise et l'hébergement affichant toujours des perspectives très incertaines et opérant des réouvertures encore marginales ; en moyenne, les chefs d'entreprise des services estimaient leur niveau d'activité de juin à 78 % de la « normale ».

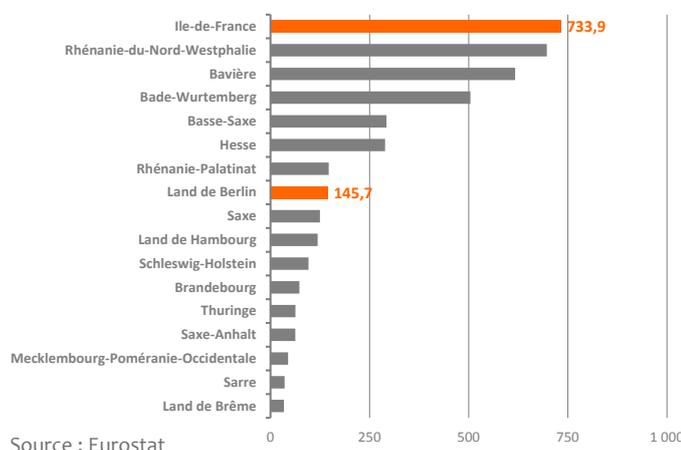
Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

Paris et Berlin, la même influence politique mais des poids économiques bien différents

Le PIB de l'Ile-de-France est cinq fois plus élevé que celui du Land de Berlin

(PIB aux prix courants du marché, en milliards d'euros, données 2018)



Source : Eurostat

Berlin est redevenue la capitale fédérale de l'Allemagne lors de l'entrée en vigueur du traité de réunification le 3 octobre 1990. Malgré son statut de capitale politique allemande, Berlin est en retrait en termes de poids économique comparativement aux grandes régions industrielles ou financière de l'ex-Allemagne de l'Ouest. Le déficit comparativement à la région-capitale française est encore plus important puisque le PIB du Land de Berlin est cinq fois inférieur à celui de l'Ile-de-France. Compte tenu de l'importance des écarts, la crise économique liée à l'épidémie de

Covid-19, malgré l'ampleur de ses effets, ne va pas profondément modifier le poids économique de Berlin comparativement à l'Ile-de-France et aux principaux Länder en termes de PIB.

Si Berlin est en retrait par rapport à l'Ile-de-France en termes de création de richesse, l'évolution du taux de chômage est en revanche bien plus favorable ces dernières années dans la région allemande. Cela n'a pourtant pas toujours été le cas. Ainsi, en 2005, le taux atteignait 19,4 % en moyenne annuelle dans le Land de Berlin alors qu'il était dans le même temps de 8,6 % en Ile-de-France ; en 2019, même si le taux berlinois restait le plus élevé d'Allemagne (5,4 % contre 3,2 % en moyenne outre-Rhin), il était bien en-deçà du taux francilien (8,1 %). Dans les mois à venir, les deux taux devraient repartir à la hausse mais les conséquences de la « corona-récession » devraient être plus marquées sur le marché du travail de l'Ile-de-France que sur celui de Berlin et entraîner un accroissement de l'écart.

Comme d'autres métropoles, le Land de Berlin se « tertiarise ». Plus largement, tout comme Paris ou Londres, Berlin compte parmi les principales villes européennes en termes d'innovation et attire une large part des startups allemandes. Berlin est aussi une destination touristique à la mode mais le niveau de la fréquentation y reste bien moins important dans le Land de Berlin qu'en Ile-de-France.

Pour en savoir plus :

« Paris et Berlin, la même influence politique mais des poids économiques bien différents »,
Enjeux Ile-de-France du Crocis n°219, juin 2020,
étude téléchargeable sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Isabelle SAVELLI
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
Services : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépot légal : Juillet 2020

ISSN : 1266-3255